

COMBRAILLES ■ Le Collectif de défense des services publics se bat depuis cinq ans

Deux cents indignés rassemblés

Élus, syndicats et citoyens des Combrailles se sont réunis, hier, au viaduc des Fades, contre « la casse » de leurs services publics.

Philippe Auvin
phi@combrailles.com

La sixième édition du rassemblement du Collectif de défense et de développement des services publics dans les Combrailles s'est déroulé, hier, dans une ambiance conviviale. C'est au nom de toutes les Combrailles que ce collectif d'indignés mène cette action de résistance politique et citoyenne depuis 2006.

50.000 habitants touchés de plein fouet

Touché de plein fouet par la privatisation et le démantèlement de ses services publics, ce territoire s'étend sur près de 110 communes, compte environ 50.000 habitants, et couvre près d'un quart du département.

Ils étaient donc un peu plus de deux cents personnes à avoir fait le déplacement au pied du viaduc pour exiger le droit à des services publics de proximité et de qualité, mais aussi dénoncer le désengagement continu de l'État dans les zones rurales.

C'est tout d'abord Pascal Estier, membre du collectif et maire des Ancizes, qui a pris la parole pour dénoncer l'asphyxie des secteurs publics de la santé, de l'école, des transports, de l'énergie, du service postal, des médias et de l'audiovisuel ou encore de la petite enfance.

Parmi les nombreux élus et



LÂNCER. Des dizaines de ballons se sont envolés dans le ciel à l'issue du rassemblement. Au bout de chaque ficelle, il y avait un petit billet d'indignation sur un service public en danger. PHOTO PHILIPPE AUVIN

délégations présentes, il y avait bien sûr plusieurs maires et élus locaux, la section CGT de Saint-Éloy-les-Mines, des représentants du MRC, des militants du Front de Gauche et le collectif de défense de Thiers-Ambert. Certains d'entre eux ont pris le micro pour témoigner de leurs difficultés et apporter leur soutien à la manifestation comme le sénateur PS Jacques-Bernard Magnier, Luc Bourduge, vice-président de la Région chargé

de la mobilité et des transports Berts Bouchet du PCF et Roland Lebeau de la FSU.

Pour illustrer leur indignation, il n'y avait qu'à lever la tête sur le viaduc des Fades « oublié à la routille » et la ligne SNCF en sommeil qui le parcourt. « Les transports collectifs ont de l'avenir ici ; cette suspension-fermeture est aberrante avec un pétrole amené à disparaître et devenu de plus en plus cher », expliquait Michel Chignier, le

président du collectif.

Pascal Estier a dénoncé la menace de fermeture les lundis du bureau de poste des Ancizes, avec comme conséquence pour les personnels une heure supplémentaire à faire après la fermeture les mercredis, jeudis et vendredis : « Comment La Poste peut-elle prétendre défendre ses services ? Mes administrés ne comprendraient pas de voir des bureaux allumés mais fermés au public ». ■